

# Insolvency Bulletin

# Bulletin sur l'insolvabilité

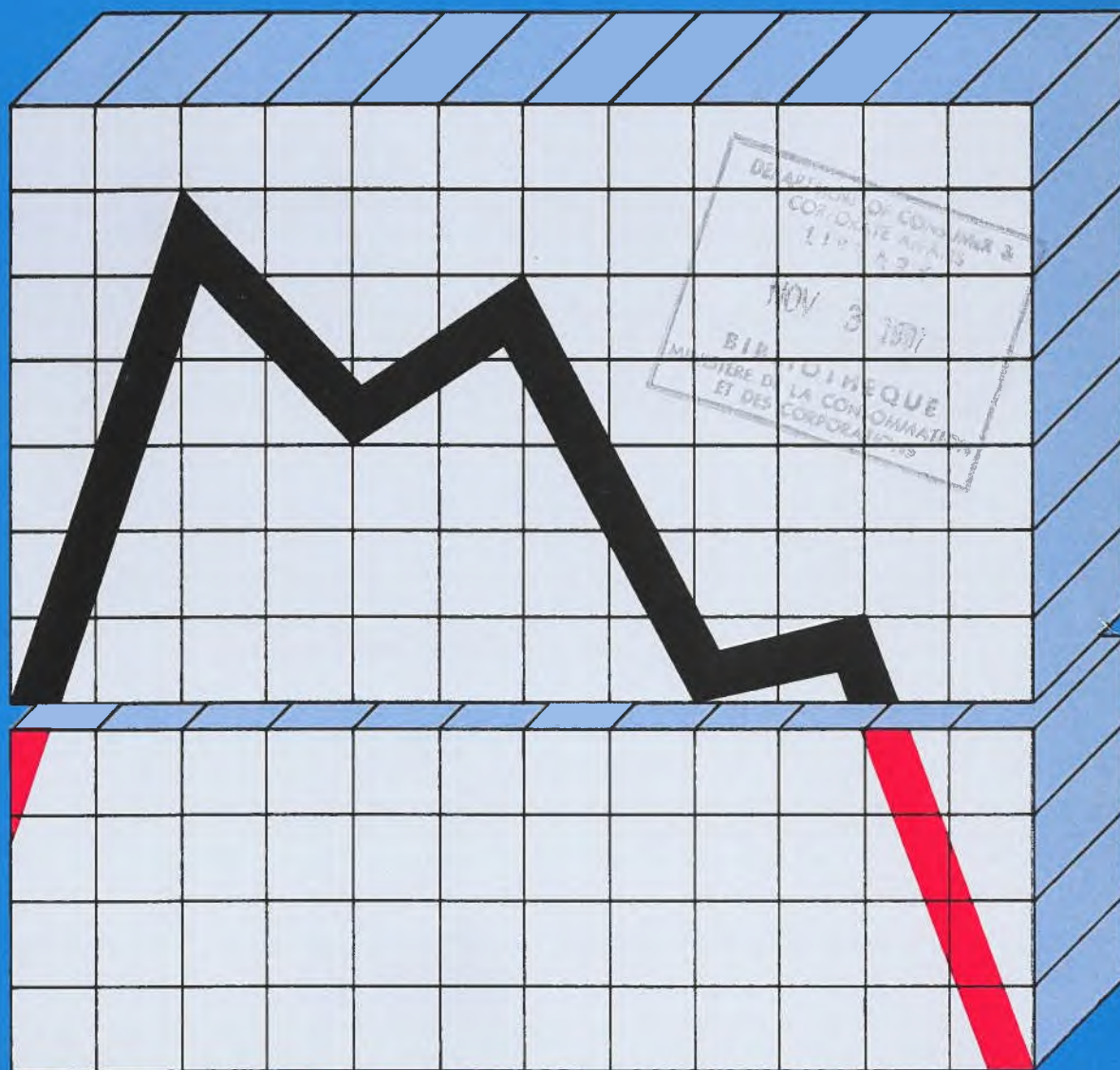
Issued by the Office of the  
Superintendent of Bankruptcy

Publié par le Bureau du  
Surintendant des faillites

September 1987  
Vol. 7 No. 9

Septembre 1987  
vol. 7 n° 9

Canada





# Bulletin sur l'insolvabilité

# Insolvency Bulletin

**Publié par le Bureau du  
Surintendant des faillites**

**Issued by the Office of the  
Superintendent of Bankruptcy**

**septembre 1987**

**September 1987**



**Consommation  
et Corporations  
Canada**

**Consumer and  
Corporate Affairs  
Canada**



## Table des matières

## Table of Contents

### FAILLITE ET INSOLVABILITÉ

|                                                                 |    |
|-----------------------------------------------------------------|----|
| Jugement .....                                                  | 5  |
| Jugement .....                                                  | 8  |
| Jugement .....                                                  | 12 |
| Le Comité conjoint sur la faillite<br>par Jean-Marc Cantin..... | 15 |
| Statistiques .....                                              | 21 |
| Adresse des bureaux du surintendant des<br>faillites .....      | 30 |
| Avis à l'éditeur d'un changement<br>d'adresse.....              | 31 |

### BANKRUPTCY AND INSOLVENCY

|                                                                 |    |
|-----------------------------------------------------------------|----|
| Judgment .....                                                  | 5  |
| Judgment .....                                                  | 8  |
| Judgment .....                                                  | 12 |
| Joint Committee on Bankruptcy<br>by Jean-Marc Cantin .....      | 15 |
| Statistics .....                                                | 21 |
| Address of Offices of the Superintendent<br>of Bankruptcy ..... | 30 |
| Notice to Publisher of Change of<br>Address .....               | 31 |

---

#### Renseignements:

Direction des faillites  
Place du Portage, Phase 1  
50, rue Victoria  
Hull (Québec)  
K1A 0C9

Francine Emery, Coordonnatrice/Coordinator 1-819-994-4760  
Henri Massue-Monat, Éditeur/Editor 1-819-997-3825

---

#### For information:

Bankruptcy Branch  
Place du Portage, Phase 1  
50 Victoria Street  
Hull, Quebec  
K1A 0C9



## Jugement

### In re Ernest Wellsworth Crowell\*

J'ai été saisi de l'affaire le 6 novembre 1986.

Il s'agit d'une requête présentée au nom de Coopers & Lybrand Limited, syndic de faillite administrant l'actif d'Ernest Wellsworth Crowell, en vue d'obtenir une ordonnance enjoignant au failli et à son employeur, Société canadienne des pneus Michelin Limitée, de verser au syndic la somme de 500 \$ par mois qui sera prélevée sur le traitement ou salaire du failli, somme qui sera remise au syndic par versement de 230,76 \$ par période de paie de deux semaines.

M. Wayne A. Harvey, avocat, représentait le syndic de faillite et Ernest Wellsworth Crowell agissait en son nom propre.

Un affidavit de James A. Kirby, daté du 28 octobre 1986, a été produit à l'appui de la requête. M. Kirby travaille pour Coopers & Lybrand Limited et agissait au nom du syndic dans la présente affaire.

Le syndic a allégué que les sommes prévues pour certains éléments du budget présenté par le failli aux environs du 17 juillet 1986, date de la cession, sont excessives; par exemple, les frais liés à l'utilisation d'une automobile, les frais médicaux, l'habillement, l'électricité et le chauffage. Le budget de M. Crowell, qui est fondé sur un revenu net de 2 003,53 \$, indique un déficit de 75 \$. M. Crowell travaille pour la Société canadienne de pneus Michelin Limitée et son revenu mensuel net est de 1 875,55 \$, auquel s'ajoutent les allocations familiales, 31,58 \$ et un revenu de pension des Forces armées canadiennes, 96,40 \$. Il a une personne à charge, sa fille, Michelle Lynn Crowell, qui est âgée de cinq ans.

M. Kirby a rendu témoignage et M. Crowell a pu l'interroger sur la déclaration sous serment faite à une

\* Cour Suprême de la Nouvelle-Écosse, Halifax, no. 10118, 19 novembre 1986, (M. le registraire Smith). (Traduction).

## Jugdment

### In re Ernest Wellsworth Crowell\*

This matter came on for hearing before me on the 6th day of November, A.D., 1986.

This is an application on behalf of Coopers and Lybrand Limited, Trustee of the Estate of Ernest Wellsworth Crowell in Bankruptcy, for an Order directing the bankrupt, and his employer, Michelin Tires Canada Ltd., to pay to the Trustee the sum of \$500.00 per month from the salary and or wages of the bankrupt, such sum to be remitted to the Trustee in the amount of \$230.76 every two weekly pay period.

Mr. Wayne A. Harvey, Barrister, represented the Trustee in Bankruptcy, and Ernest Wellsworth Crowell represented himself.

There was filed in support of the application an affidavit of James A. Kirby, dated the 28th day of October, A.D., 1986. Mr. Kirby is employed by Coopers & Lybrand Limited, and had acted on behalf of the Trustee in this particular matter.

The Trustee alleged that the bankrupt's budget, filed on or about July 17, 1986, the date of the assignment, was excessive relative to certain items namely, automobile expenses, medical expenses, clothing, electricity, and fuel costs. Mr. Crowell's budget based on a net monthly income of \$2,003.53, showed a deficit of \$75.00. Mr. Crowell is employed by Michelin Tires Canada Ltd., and is in receipt of a net income of \$1,875.55 together with Family Allowance of \$31.58, and pension income from the Canadian Armed Forces of \$96.40. He has one dependent, a daughter, Michelle Lynn Crowell, aged five years.

Mr. Kirby took the stand, and Mr. Crowell had an opportunity to cross-examine him on the statements

\* Supreme Court of Nova Scotia, Halifax, No. 10118, November 19, 1986, (Mr. Registrar Smith).

réunion des inspecteurs qui s'est déroulée le 4 septembre 1986. L'opinion exprimée était que les dépenses établies par le failli étaient excessives. Le syndic a préparé un budget où les sommes allouées à certaines catégories de dépenses ont été réduites, ce qui entraînait un excédent de 553 \$, comparativement au déficit de 75 \$ prévu par M. Crowell.

Il a été allégué au nom du syndic que le coût de la vie dans le secteur de Bridgewater était quelque peu inférieur à celui dans d'autres secteurs et, par conséquent, le failli devrait pouvoir verser un montant supérieur à celui indiqué par le Comité sénatorial dans son rapport sur les seuils de pauvreté. Pour une personne ayant un revenu mensuel net de 2 000 \$, avec une personne à charge, le Comité recommande un paiement mensuel de 385 \$ aux créanciers.

M. Crowell versait volontairement la somme de 100 \$ par mois, pour un total de 300 \$. Interrogé sur les motifs amenant le syndic à exiger des paiements plus élevés, M. Kirby a indiqué que les inspecteurs et les créanciers étaient d'avis que le failli pouvait faire des paiements plus élevés. M. Crowell a ensuite demandé à M. Kirby s'il pensait que c'était juste, ce à quoi ce dernier a répondu qu'un paiement mensuel de 500 \$ était peut-être trop élevé, mais que le failli devrait faire de plus gros versements, étant donné son revenu mensuel net.

M. Crowell a ensuite témoigné pour étayer son allégation que le paiement de 100 \$ par mois au syndic était suffisant. Il ne possède aucun bien à part un camion Dodge 1979 d'une demi-tonne qui, selon lui, vaut 400 \$. Il a déclaré que son camion avait sans cesse besoin de réparations et qu'il lui coûtait cher. Il a une personne à sa charge, sa fille Michelle Lynn Crowell, qui vit avec lui; pendant la journée, il la confie à une gardienne qui lui coûte 260 \$ par mois. M. Crowell a indiqué que les frais de garde d'enfant allaient augmenter dans les prochains mois, vu qu'il suivra bientôt un cours à l'usine de Michelin située à Granton. (Son employeur lui versera 285 \$ par semaine pour le dédommager des dépenses engagées aux titres de l'hébergement, de la nourriture et des déplacements entre Bridgewater et Granton (Comté de Pictou). Les dépenses engagées par M. Crowell pendant la durée du cours à Granton sont donc compensées par un paiement hebdomadaire du 285 \$.)

L'article 48 de la Loi sur la faillite prévoit, en partie, que "le syndic, s'il en est requis par les inspecteurs ou les créanciers, doit demander au tribunal de rendre

made in the affidavit at a meeting of inspectors held on September 4, 1986. The opinion expressed was that the expenses scheduled by the bankrupt were excessive in the areas mentioned above. The Trustee prepared a budget work sheet in which some of the bankrupt's monthly expenses were reduced, leaving a surplus of \$553.00, compared to Mr. Crowell's deficit of \$75.00.

It was alleged on behalf of the Trustee, that the cost of living in the Bridgewater area was somewhat less than in other areas and accordingly, the bankrupt should be in a position to contribute a larger amount than that suggested in the Senate Committee Poverty Lines. Based on the net monthly income of \$2,000.00, with one dependent, the SCPL recommends a monthly payment of \$385.00 for the benefit of creditors.

Mr. Crowell had been paying voluntarily, the sum of \$100.00 per month for a total of \$300.00. When asked why the Trustee was requesting larger payments, Mr. Kirby indicated that the inspectors and creditors felt that larger payments could be made by the bankrupt. Mr. Crowell then asked Mr. Kirby if he felt that this was fair, whereupon Mr. Kirby replied that possibly \$500.00 per month was too high but that there should be a larger amount paid, based on Mr. Crowell's net monthly income.

Mr. Crowell then gave evidence in support of his contention that the payment of \$100.00 per month to the Trustee was adequate. He does not own any assets other than a 1979 Dodge half ton truck, which he values at \$400.00. He stated that this truck requires constant repair and costs him a great deal to operate. He supports his daughter, Michelle Lynn Crowell, who lives with him, and during the day when Mr. Crowell works, Michelle is looked after by a babysitter, at a cost of \$260.00 per month. Mr. Crowell indicated that child care costs will increase for the next few months, inasmuch as he will be on course at the Granton Plant of Michelin very shortly. (Michelin will be paying Mr. Crowell \$285.00 per week to cover the cost of room, board, and travel from Bridgewater to Granton, Pictou County. Therefore, the Granton expenses incurred by Mr. Crowell are offset or compensated for by a weekly payment of \$285.00).

Section 48 of the Bankruptcy Act states in part that "the trustee, if directed by the inspectors or the creditors, shall apply to the court for an order directing

une ordonnance portant que soit payée au syndic la partie du traitement, du salaire ou de la rémunération que peut déterminer le tribunal, compte tenu des charges familiales et de la situation personnelle du failli".

A mon avis, le failli a exagéré principalement les sommes consacrées aux vêtements et à l'automobile. Il est possible que d'autres dépenses aient été gonflées, mais je pense que ces deux dernières sont excessives. Dans son témoignage, M. Crowell a franchement admis qu'il pouvait probablement verser 300 \$ par mois, mais certainement pas les 500 \$ par mois demandés par le syndic.

La Cour doit se reporter aux lignes directrices du Comité sénatorial sur la pauvreté pour rendre son jugement. En l'absence d'une preuve solide, je rejette l'allégation que le coût de la vie dans le secteur de Bridgewater est passablement inférieur à celui d'autres régions de la province.

Le failli, Ernest Wellsworth Crowell, est donc condamné à payer la somme de 350 \$ par mois au syndic de faillite, Coopers & Lybrand Limited, à partir du 1er janvier 1987 et ce, tous les mois, pendant huit mois. L'ordonnance indiquera que cette somme doit être payée par le failli à même son chèque de paie, et en cas de non-paiement, elle ordonnera à Michelin de déduire à la source le montant fixé et de le remettre directement au syndic. Chaque partie paiera ses frais.

Je demande au syndic de rédiger un jugement selon les directives données ci-dessus.

RENDU à Halifax, le 19 novembre 1986.

the payment to the trustee of such part of the salary, wages or remuneration as the court may determine having regard to the family responsibilities and the personal situation of the bankrupt".

It is my opinion that the bankrupt has overstated his expenses respecting clothing costs and car operation primarily. There may be some other areas where his expenses are overstated, but these two items in my view are excessive. In his evidence, Mr. Crowell candidly admitted that he probably could afford to pay \$300.00 per month, but certainly not \$500.00 per month as requested by the Trustee.

The court must look to the SCPL for guidance in this situation. In the absence of some firm evidence, I do not accept that the cost of living in the Bridgewater area is considerably less than other areas of the province.

I therefore conclude that the bankrupt, Ernest Wellsworth Crowell, shall pay the sum of \$350.00 per month to the Trustee in Bankruptcy, Coopers & Lybrand Limited, commencing on the 1st day of January, A.D., 1987, and each and every month thereafter for a period of eight months. The Order shall reflect that these payments shall be made by the bankrupt from his pay check, and in the event of a default, the Order shall direct that Michelin Tires Canada Ltd. shall deduct the required payments from Mr. Crowell's wages at source and to be remitted directly to the Trustee. Each party will bear their own costs.

I would request the Trustee to prepare an Order incorporating the above noted terms.

DATED at Halifax, this 19th day of November, A.D., 1986.

## Jugement

### In re Charles E. MacCulloch\*

Il s'agit d'une requête présentée conformément au paragraphe 16(2) de la Loi sur la faillite en vue d'obtenir une ordonnance prorogeant jusqu'au 18 juillet 1987 le délai accordé pour l'administration de l'actif de Charles E. MacCulloch; si, à cette date, l'administration de l'actif n'est pas terminée, le syndic, Price Waterhouse Limited, présentera à la Cour un rapport à cet effet dans le mois qui suit la date limite prescrite.

Une requête similaire a été faite au registraire par le syndic, le 18 octobre 1985, et le délai d'administration de l'actif avait été prolongé jusqu'au 18 octobre 1986; le syndic a déposé un rapport le 12 janvier 1987 pour informer la Cour que l'administration de l'actif n'était pas terminée, et il a demandé qu'une ordonnance soit rendue pour proroger le délai jusqu'au 18 juillet 1987. Dans son rapport initial du 18 octobre 1985, le syndic affirmait que l'administration pourrait être terminée, et que la libération du failli pourrait être demandée, dans les douze mois suivant la date de dépôt du rapport.

Voici les circonstances ayant amené la présente requête:

Charles E. MacCulloch est décédé en mer le 4 octobre 1979 alors qu'il faisait une croisière sur le Pacifique. Le 17 octobre 1979, son testament, qui était daté du 8 juin 1978, a été homologué par le tribunal successoral du comté de Hants (Nouvelle-Écosse).

Le 24 juin 1982, à la demande de la Banque de la Nouvelle-Écosse, créancière garantie, la succession a été déclarée en faillite et une ordonnance de séquestre a été rendue par la Cour suprême de la Nouvelle-Écosse. Price Waterhouse Limited a été nommée syndic.

\* Cour Suprême de la Nouvelle-Écosse, Halifax, no. 7516, 19 janvier 1987, (M. le registraire Smith). (Traduction).

## Jugdment

### In re Charles E. MacCulloch\*

This is an application pursuant to section 16(2) of the Bankruptcy Act for an Order extending the time for the administration of the Estate of Charles E. MacCulloch to July 18, 1987, and if not fully administered by that date, the Trustee, Price Waterhouse Limited, shall so report within one month thereafter.

A similar application was made by the Trustee, on October 18, 1985, before the Registrar, and time for administration of the said estate was extended by Order to October 18, 1986, with the Trustee filing a report on January 12, 1987, advising that full administration was still not completed, and an Order was sought extending the time to July 18, 1987. The Trustee in its original report of October 18, 1985, estimated that administration could be completed, and discharge applied for, within 12 months from that date.

The facts leading up to the present application, may be stated as follows:

The late Charles E. MacCulloch, died at sea on the 4th October, A.D., 1979, while on a cruise in the Pacific Ocean. On the 17th October, A.D., 1979, his Will, which was dated the 8th June, A.D., 1978, was duly proved and admitted to probate before the Court of Probate, County of Hants, Province of Nova Scotia.

On the 24th June, A.D., 1982, upon the petition of the Bank of Nova Scotia, a secured creditor, the said estate was adjudged bankrupt, and a receiving order was made by the Supreme Court of Nova Scotia. Price Waterhouse Limited was appointed Trustee.

\* Supreme Court of Nova Scotia, Halifax, No. 7516 January 19, 1987, (Mr. Registrar Smith).

La première assemblée des créanciers a eu lieu le 8 juillet 1982. Le bilan préliminaire, déposé la même date, indiquait que le total du passif s'élevait à 5 147 182,73 \$ et l'actif total, à 1 236 691,80 \$. C'est la Banque de la Nouvelle-Écosse qui a la réclamation garantie la plus élevée, soit 2 729 258,69 \$.

L'actif était constitué principalement d'actions dans des sociétés privées, nommément, MacCulloch and Co. Limited, Oakwood Investments Limited et Monte Vista Holdings Limited. MacCulloch and Co. Limited, la principale société privée dans laquelle la succession avait un intérêt, était sous séquestre, comme c'était le cas d'un certain nombre de ses filiales. Les principaux biens de MacCulloch and Co. Limited étaient et sont des biens immobiliers. Le syndic, grâce au contrôle qu'il exerce sur MacCulloch and Co. Limited, a continué à prendre des dispositions pour vendre les biens immobiliers afin d'obtenir des fonds qui pourraient être redistribués aux actionnaires, y compris l'actif.

En outre, l'actif comprend 100 000 actions de Monte Vista Holdings Limited. Le seul avoir de cette société est une hypothèque de Young Island Resorts Limited sur une propriété de Saint-Vincent (Petites Antilles). Les dossiers de la société indiquent qu'au 31 décembre 1986, un montant de 376 412,02 \$ était dû sur l'hypothèque. Son paiement immédiat a été demandé.

L'actif avait engagé une poursuite contre Patricia Bredin MacCulloch, veuve de Charles E. MacCulloch, un des exécuteurs de la succession, pour qu'elle rende compte des profits réalisés à la suite de transactions visant certains biens de l'actif et de leur revente ultérieure. L'affaire a été portée devant la division d'appel de la Cour suprême de la Nouvelle-Écosse qui a ordonné à Patricia Bredin MacCulloch de rendre compte des profits qu'elle avait réalisés. En juin 1986, une audition relative aux comptes a eu lieu et jugement a été rendu contre Patricia Bredin MacCulloch, la condamnant à payer la somme de 1 829 916 \$. Ce jugement a été porté en appel devant la division d'appel de la Cour suprême et l'affaire sera entendue le 20 mars 1987.

Le syndic déclare dans son rapport du 9 janvier 1987 qu'il n'existait pas et n'existe toujours pas de marché permettant d'obtenir un prix juste et raisonnable pour les actions détenues par l'actif dans MacCulloch and Co. Limited ou dans Oakwood Holdings Limited, en raison de la valeur douteuse de

The first meeting of creditors was held on the 8th day of July, A.D., 1982. The preliminary statement of affairs, filed on the same date, showed total liabilities of \$5,147,182.73, while total assets were \$1,236,691.80. The Bank of Nova Scotia had the most substantial secured claim in the amount of \$2,729,258.69.

The estate was comprised principally of shareholdings in private companies, namely, MacCulloch and Co. Limited, Oakwood Investments Limited, and Monte Vista Holdings Limited. MacCulloch and Co. Limited, the principal private company in which the estate had an interest, was in receivership, as were a number of its subsidiary companies. The principal assets of MacCulloch and Co. Limited, are and were, in the form of real estate holdings. The Trustee, through its control of MacCulloch and Co. Limited, continued to take steps to dispose of real estate holdings to generate funds which could then be passed through to the shareholders, including the estate.

In addition, there are 100,000 shares of Monte Vista Holdings Limited which constitute an asset of the estate. The only asset of Monte Vista Holdings Limited is a mortgage from Young Island Resorts Limited on property in St. Vincent, West Indies. According to the records of the company, the sum of \$376,412.02 was outstanding on the mortgage as at December 31, 1986. Demand has been made for its immediate payment.

The estate had commenced an action against Patricia Bredin MacCulloch, the widow of the late Charles E. MacCulloch, one of the Executors of the Estate in Probate, for an accounting for profits she obtained as the result of transactions involving certain assets of the estate, and their subsequent resale. The matter reached the Appeal Division of the Supreme Court of Nova Scotia, and judgment issued ordering Patricia Bredin MacCulloch to account for her profits. In June of 1986, a hearing was held to take an accounting, an Order issued, and judgment was entered against Patricia Bredin MacCulloch in the amount of \$1,829,916.00. This judgment is presently on appeal to the Appeal Division, and will be heard on March 20, 1987.

The Trustee stated in its report of January 9, 1987, "There has been and is no ready market at fair value for the estate's shareholdings in MacCulloch and Co. Limited or Oakwood Holdings Limited, because of the uncertain value of their underlying assets". It stated further in the same report, "In order that fair value be

leurs actifs. Le syndic ajoute que pour obtenir un prix juste et raisonnable pour les biens immobiliers, diverses décisions relatives au zonage et diverses approbations ont été demandées.

Le paragraphe 16(2) de la Loi sur la faillite prévoit que "Lorsque l'administration d'un actif n'est pas terminée dans les trois ans qui suivent la faillite, le syndic doit présenter au tribunal un rapport à cet effet dans les trois mois qui suivent, et le tribunal doit rendre l'ordonnance qu'il juge opportune aux fins de hâter la liquidation".

A l'audition de la première requête le (18 octobre 1985), l'avocat du syndic, Carl A. Holm, c.r., a demandé à la Cour de rendre une ordonnance visant à prolonger de dix-huit mois le délai prévu pour l'administration de l'actif. Une ordonnance à cet effet a été rendue, qui a effectivement donné au syndic jusqu'au 18 janvier 1987 pour terminer l'administration de l'actif du failli. Maintenant, le syndic demande à la Cour une autre prorogation de six mois.

Le juge Marier a déclaré ce qui suit dans l'affaire *Ashcroft Steel Co. Ltd. v. Friefeld et al* (1963) 5 C.B.R. 239 (Cour supérieure du Québec):

[Traduction]

"Un appel aurait retardé pendant longtemps l'aliénation des biens de l'actif et aurait pu être fort nuisible aux créanciers. L'objet de la Loi sur la faillite est d'accélérer la réalisation des actifs, et le juge doit hâter la liquidation, non la retarder".

A mon avis, il n'est pas dans le meilleur intérêt des créanciers et de la justice de délivrer une ordonnance prorogeant de six mois le délai prévu pour l'administration de l'actif. Étant donné que quatre ans et sept mois se sont écoulés depuis l'émission de l'ordonnance de séquestre, rendre une ordonnance autorisant la prorogation du délai prévu pour l'administration de l'actif ne constitue pas une mesure permettant d'accélérer la réalisation des actifs, et elle ne peut être considérée comme un moyen de hâter la liquidation, mais plutôt comme une façon de retarder l'inévitable.

Toutefois, vu la complexité de l'actif, qui comprend des actions dans d'autres sociétés et des terrains qui nécessitent des modifications aux zonages et l'obtention d'autres autorisations, et qu'un avoir fait

obtained for the real estate assets, various zoning and other approvals have been required".

Section 16(2) of the Bankruptcy Act provides that, "Where an estate has not been fully administered within three years after the bankruptcy, the trustee shall so report to the Court within three months thereafter and the Court shall make such order as it may see fit to expedite the administration".

At an oral hearing on the first application (October 18, 1985), Counsel for the Trustee, Carl A. Holm, Q.C., requested the Court to grant an Order extending the time for administration for a further 18 months. This Order was granted, which effectively allowed the Trustee until the 18th January, 1987, to complete its administration. Now the Trustee is asking the Court to extend the time by another 6 months.

In *re Ashcroft Steel Co. Ltd. v. Friefeld et al* (1963) 5 C.B.R. 239 (Quebec Superior Court), Marier, J.,

"An appeal would have suspended for a lengthy period of time the disposal of the assets of the estate, and might have caused considerable harm to the creditors. The purpose of the Bankruptcy act is to proceed as rapidly as possible to the realization of assets, and the judge must expedite these matters, and not delay them."

In my opinion, it is not in the best interests of the creditors and of justice to grant an Order extending the time for administration for another 6 months. It is my view, that since 4 years and 7 months have passed since the granting of the receiving order, the granting of an Order extending the time for administration for an additional 6 months is not proceeding "as rapidly as possible to the realization of assets", nor can it be considered as expeditious, but rather is merely delaying the inevitable.

However, due to the complexity of the estate, involving as it does shareholdings in other companies, and lands that require zoning changes and other approvals, and an asset that is subject to an appeal

l'objet d'un pourvoi en appel devant les tribunaux, la Cour doit accorder un délai supplémentaire, jusqu'au 15 mai 1987, pour permettre au syndic de terminer l'administration de l'actif.

Le syndic, Price Waterhouse Limited, doit procéder immédiatement à la liquidation de biens de l'actif de Charles E. MacCulloch, de façon ordonnée, afin d'en tirer un produit raisonnable, en mettant en vente, de gré à gré, tous les avoirs restants de l'actif.

La somme due à l'actif par Patricia Bredin MacCulloch sera assujettie au jugement rendu par la division d'appel de la Cour suprême de la Nouvelle-Écosse qui entendra la cause le 20 mars 1987.

Le syndic, Price Waterhouse Limited, doit faire rapport à la Cour, d'ici le 1er juin 1987, date à laquelle la cour rendra un autre jugement relatif à la distribution du reste de la somme nette tirée de la vente des avoirs de l'actif, ou des avoirs restants, aux créanciers y ayant droit.

Une ordonnance sera rédigée qui renfermera les conditions afférentes au présent jugement, et la requête sera sans frais.

RENDU à Halifax (Nouvelle-Écosse) le 19 janvier 1987.

before the Courts, the Trustee shall be granted an Order extending the time for completing its administration of the estate to the 15th day of May, A.D., 1987.

The Trustee, Price Waterhouse Limited, shall immediately proceed to the liquidation of the assets of the Estate of Charles E. MacCulloch, in an orderly fashion, seeking a reasonable return, by offering for sale, on the open market, all of the remaining assets of the estate.

The amount of any funds, due to the said estate from Patricia Breeding MacCulloch, on an accounting, shall be subject to the outcome of an appeal to the Supreme Court of Nova Scotia, Appeal Division, to be heard on the 20th day of March, A.D., 1987.

The Trustee of the estate, Price Waterhouse Limited, shall report to the Court, on or before the 1st day of June, A.D., 1987, at which time the Court will make a further Order respecting the distribution of the balance of any net funds derived from the sale of the assets of the estate, or any of the assets then remaining, to those creditors entitled thereto.

An Order will issue incorporating the terms and conditions of this decision, and there will be no costs in connection with the application.

DATED at Halifax, Nova Scotia, this 19th day of January, A.D., 1987.

## Jugement

### In re Daniel Martin Eisenhower\*

La cause a été entendue le 27 août 1986.

Il s'agit d'une requête présentée en vertu du paragraphe 142(3) de la Loi sur la faillite en vue d'obtenir un jugement visant à modifier le jugement de libération conditionnelle du failli rendu en chambre le 25 avril 1985 par le juge Robert B. MacDonald.

Le failli, Daniel Martin Eisenhower, était représenté par David Reardon, c.r., et le syndic de faillite, Thorne Ernst & Whinney Inc., la partie adverse, était représentée par A. David MacAdam, c.r..

Le jugement du juge MacDonald mentionnait, entre autres, que le failli était libéré à condition qu'il consente au jugement lui ordonnant de payer, dans les trente-six (36) mois du jugement, la somme de sept mille dollars (7 000 \$) plus la somme des remboursements d'impôt reçus pour les années d'imposition 1984 et 1985, le tout payable en un seul versement de sept mille dollars (7 000 \$) plus les remboursements d'impôt reçus en vertu de ses déclarations personnelles d'impôt après la faillite, pour les années d'imposition 1984 et 1985.

Robert Bruce, c.a., syndic autorisé possédant vingt ans d'expérience, a témoigné en faveur du failli que ce dernier l'avait consulté au sujet de sa situation financière aux environs du mois d'août 1985 afin d'obtenir des conseils. À l'appui de sa demande, il lui a présenté son budget. M. Bruce a informé le failli que la petite entreprise à laquelle il participait ne pouvait pas lui verser un salaire équivalent à celui qu'il recevait antérieurement et que ce manque à gagner nuirait donc à sa capacité de satisfaire aux conditions du jugement rendu par le juge MacDonald.

\* Cour Suprême de la Nouvelle-Écosse, Halifax, no. 8711, 4 septembre 1986, (M. le registraire Smith). (Traduction).

## Judgment

### In re Daniel Martin Eisenhower\*

This matter came on for hearing before me on the 27th day of August, A.D., 1986.

This is an application pursuant to section 142(3) of the Bankruptcy Act, for an Order to modify a Conditional Order of Discharge granted on the 25th day of April, A.D., 1985, by His Lordship Mr. Justice Robert B. MacDonald, in Chambers.

The bankrupt, Daniel Martin Eisenhower, was represented by David Reardon, Q.C., and the Trustee, Thorne Ernst & Whinney Inc., in opposition, was represented by A. David MacAdam, Q.C..

The Order in question issued by Mr. Justice MacDonald, provided inter alia, that the Bankrupt was conditionally discharged upon his consent to Judgment in "the amount of Seven Thousand Dollars (\$7,000.00) plus the amount of tax refunds received by the Bankrupt for the taxation years 1984 and 1985, payable by a lump sum payment of Seven Thousand Dollars (\$7,000.00) to be paid within Thirty-six (36) months from the date of the issuance of this Order together with all refunds from his personal post-bankruptcy income tax returns for the taxation years 1984 and 1985".

Robert Bruce, C.A., a licensed Trustee of twenty years experience, gave evidence on behalf of the Bankrupt whereby Mr. Eisenhower had consulted Mr. Bruce respecting his financial position. He consulted with Mr. Bruce in or about the month of August, 1985, with a view to gaining some assistance, and in support thereof presented his budget to Mr. Bruce. Mr. Bruce advised Mr. Eisenhower, that the small business venture Mr. Eisenhower was involved with, would not deliver the salary he previously received, and accordingly, this was an impediment to his being able to satisfy the Conditional Order of Mr. Justice MacDonald.

\* Supreme Court of Nova Scotia, Halifax, No. 8711, September 4, 1986, (Mr. Registrar Smith).

James Daniel Eisenhower, président de ABCO Industries Ltd., cousin germain du failli, a été cité à comparaître. Il a déclaré que la société qui employait le failli comme directeur de la gestion foncière, à savoir Sackville River Holdings Ltd., avait fermé ses portes en raison de son incapacité de donner suite à un projet de développement mixte (copropriétés et biens à usage commercial) connu sous le nom de "Acadia Landing Project". Cette déconfiture était due à un manque de liquidités. Il a ajouté que les chances du failli de se trouver un emploi dans une des sociétés connexes appartenant à sa famille étaient très minces, à ce moment-là, en raison de la structure et de l'organisation de ces entreprises.

Daniel Martin Eisenhower a témoigné à l'appui de sa requête. Il est actuellement sans emploi, il a quarante ans et son revenu mensuel, sous forme de prestations d'assurance-chômage, est de 1 000 \$. M. Eisenhower a déclaré qu'il n'avait aucun espoir de trouver un emploi dans un futur immédiat. Il a affirmé qu'il tentait de nouveau de se lancer en affaires et qu'il avait signé une entente de vente et d'achat d'une propriété sur laquelle il espérait construire une maison pour ensuite la revendre. Le financement a été difficile et sa situation financière actuelle ne l'a pas aidé. Il a témoigné qu'il devait 3 500 \$ à la Banque de commerce, 2 100 \$ à Revenu Canada, en raison d'une erreur de calcul dans sa déclaration d'impôt, et qu'il devait encore 3 000 \$ à ses parents, emprunt contracté afin de payer une somme forfaitaire de 4 500 \$ à son ex-femme.

Le failli est aussi impliqué dans une action judiciaire relative à une présumée exploitation sexuelle d'un de ses enfants, et ses frais de justice pourraient s'élever à 15 000 \$. Il est aussi tenu de verser une pension alimentaire de 1 200 \$ par mois à son ex-femme et à ses deux enfants en vertu d'un jugement rendu à cet effet.

M. Eisenhower ne possède aucun bien meuble ou immeuble, sauf un break Aries 1981, qui est grevé d'une charge (chattel mortgage) détenue par la Banque de commerce; en outre, il ne possède aucun autre bien que ce soit sous forme de valeurs mobilières, d'obligations ou d'investissements similaires.

Cependant, en 1985, il avait un revenu annuel d'environ 49 000 \$.

James Daniel Eisenhower, President of ABCO Industries Ltd., a first cousin of the Bankrupt, was called to give evidence. He stated that the company that the Bankrupt was employed with as Property Manager, namely, Sackville River Holdings Ltd., had discontinued operations due to the inability to proceed with the "Acadia Landing Project", which was a mixed condominium and commercial property development project. This failure was due to lack of financing. He went on to say that the Bankrupt's chances of employment with other family related companies was highly unlikely, at this stage, due to the structure and setup of these companies.

Daniel Martin Eisenhower gave evidence in support of his application. He is presently unemployed, he is forty years of age, divorced and receives an income of \$1,000.00 per month by way of unemployment insurance. In his own words, Mr. Eisenhower stated, "I have no hope or prospect for gainful employment in the immediate future". He stated that he was attempting to get reestablished in business, and had entered into an agreement of purchase and sale for a piece of property that he hoped to construct a home on for resale purposes. Financing has been the difficulty, and his present financial situation has not helped. He testified that he owed \$3,500.00 to the Bank of Commerce, \$2,100.00 to Revenue Canada, due to a miscalculation in his income tax return, and a further balance of \$3,000.00 which he had borrowed from his parents, to pay his ex-wife a lump sum settlement in the amount of \$4,500.00.

The Bankrupt is also involved in a legal proceeding relative to an alleged sexual abuse charge relating to one of his children, and it is anticipated that his legal expenses may be as high as \$15,000.00. He is also required to pay \$1,200.00 per month under a Court Order for maintenance and support of his ex-wife and two children.

Mr. Eisenhower does not own any real or personal property, other than a 1981 Aries Stationwagon, which is subject to a chattel mortgage in favour of the Bank of Commerce, nor does he possess any other assets by way of stocks, bonds, shares, or similar investments.

He was however, in receipt of an income of approximately \$49,000.00 in 1985.

Il faut reconnaître que la situation financière de Daniel Martin Eisenhower n'est pas très brillante. Néanmoins, il a une formation spéciale en gestion foncière et ses perspectives d'emploi sont meilleures que celles d'une personne ne possédant pas ces compétences. Même s'il est apparemment incapable d'obtenir un emploi au sein d'une des entreprises familiales, il a essayé de trouver un emploi ailleurs. Il a aussi tenté de démarrer une nouvelle entreprise. À l'heure actuelle, il doit plus de 16 000 \$.

J'ai examiné les témoignages et après avoir mûrement réfléchi, je conclus que la requête visant un jugement afin de modifier le jugement rendu par le juge MacDonald est prématurée. M. Eisenhower a encore vingt mois pour satisfaire aux conditions du jugement et sa situation financière pourrait s'améliorer. Elle pourrait aussi empirer, auquel cas il peut saisir la Cour d'une demande de modification à une date ultérieure, qui se rapprocherait probablement davantage de la date d'expiration du délai prévu dans le jugement rendu par le juge MacDonald.

Par conséquent, la requête dont la Cour a été saisie est rejetée sans frais.

Je demande au syndic de rédiger un jugement de la manière habituelle.

RENDU à Halifax le 4 septembre 1986.

Admittedly, Daniel Martin Eisenhower is in a very poor financial state. He does, nevertheless, have special training in the field of property management, and his prospects for securing employment are better than those of a person who does not possess these qualifications. Although he apparently is unable to secure employment through his family connections, yet he has been attempting to seek employment elsewhere. He also has been attempting to get his new business "off the ground". His present indebtedness is in excess of \$16,000.00.

I have had an opportunity to review the evidence, and carefully consider Mr. Eisenhower's case, and have come to the conclusion that the present application for an Order modifying the Order of Mr. Justice MacDonald, is premature. Mr. Eisenhower still has approximately twenty months time remaining on the Order, and his present circumstances could take a turn for the better within that twenty month time period. On the other hand, his financial situation may worsen, in which event he could reapply to the Court for a modification at a later date, probably closer to the expiration of the term provided for in Mr. Justice MacDonald's Order.

Accordingly, the present application to the Court is dismissed without costs.

I would request the Trustee to prepare an Order in the usual form.

DATED at Halifax, this 4th day of September, A.D., 1986.

## LE COMITÉ CONJOINT SUR LA FAILLITE

Par Jean Marc Cantin \*

Le Comité conjoint sur la faillite a été établi en avril 1985. Le but premier visé par l'établissement d'un tel comité était d'assurer un forum de discussion et de consultation directe avec les syndicats, dans l'élaboration des politiques émanant du Bureau du Surintendant des faillites et dans l'administration du processus de faillite au Canada.

Suite à l'entrée en fonction de Me Yves Pigeon à titre de Surintendant des faillites, un nouveau dynamisme s'est instauré au Bureau du Surintendant des faillites. Les séquestres officiels et agents de faillite ont été appelés à une activité accrue dans l'administration du processus de faillite.

### PRATIQUES INACCEPTABLES

Un certain nombre de pratiques inacceptables s'étaient instaurées au cours des années précédentes, au grand désenchantement du Surintendant et de la majorité des syndicats qui devaient faire face à une concurrence déloyale et à une image ternie, face aux principaux interlocuteurs du domaine de la faillite.

Il était inacceptable que certains syndicats s'adonnent à des pratiques mal vues et que les autres subissent le resac d'une telle situation.

Il était donc nécessaire d'établir des normes et des lignes directrices sur lesquelles le Surintendant des faillites et les syndicats s'appuieraient dans l'administration de la faillite.

---

\* B.Comm., c.g.a., secrétaire du Comité conjoint sur la faillite depuis sa création, en avril 1985, jusqu'en avril 1987

## JOINT COMMITTEE ON BANKRUPTCY

By Jean Marc Cantin \*

The Joint Committee on Bankruptcy was established in April 1985. The main purpose of the establishment of the Committee was to ensure a direct forum of discussion and consultation with trustees in the development of policies by the Office of the Superintendent of Bankruptcy in the administration of the bankruptcy process in Canada.

With the appointment of Yves Pigeon as Superintendent of Bankruptcy, a new dynamism emerged at the Office of the Superintendent of Bankruptcy. Official Receivers and Bankruptcy Officers were called upon to be more involved in the administration of the bankruptcy process.

### UNACCEPTABLE PRACTICES

Certain unacceptable practices became common over the previous years, to the great displeasure of the Superintendent and majority of trustees who were confronted to unfair competition and a tarnished image in the trustee community.

It was unacceptable that trustees indulge in unacceptable practices and that the other trustees feel the backlash of such a situation.

To assist trustees and the Superintendent in the administration process, it was necessary that standards and guidelines be established.

---

\* B.Comm., c.g.a., Secretary of the Joint Committee on Bankruptcy from its inception in April 1985 until April 1987

## FORMATION DU COMITÉ

Le Comité conjoint sur la faillite (C.C.F.), sous la présidence de M. Wally Clare, Sous-surintendant des faillites, comprend une représentation égale de syndics et d'agents du Bureau du Surintendant des faillites.

Messieurs Paul Goodman d'Halifax, Georges Lomas de Lethbridge, Réal Fafard de Montréal et Larry Huizingh de Mississauga furent les quatre premiers syndics désignés par le Conseil canadien d'insolvabilité pour participer aux activités du Comité. Ce choix s'est avéré des plus judicieux à tous les points de vue. Au départ de MM. Huizingh et Lomas au début de 1987, MM. Joel Lazer de Winnipeg, Irving Burton de Toronto et Peter Lloyd de Victoria se sont joints au groupe.

## PROCESSUS D'ÉLABORATION ET CONSULTATION

Le processus d'élaboration des Directives du Surintendant des faillites comporte plusieurs étapes qui s'échelonnent sur une période de plusieurs mois.

Les sujets soumis pour étude sont généralement présentés au Comité conjoint sur la faillite sous forme d'avant-projets, énonçant la nature du problème et présentant des alternatives possibles en vue de résoudre la situation.

Le Comité conjoint sur la faillite décide s'il y a lieu d'aller de l'avant et, dans l'affirmative, forme un sous-comité pour étudier plus à fond la question et travailler à l'élaboration d'un projet de directive devant être présenté au C.C.F.

Les sous-comités comprennent généralement un Administrateur de faillites, un ou deux syndics et un représentant du Secrétariat du C.C.F. Bien que les membres du Comité fassent aussi partie de certains comités, on a fréquemment fait appel aux services de syndics qui

## ESTABLISHMENT OF THE COMMITTEE

The Joint Committee of Bankruptcy, (J.C.B.) under the chairmanship of Mr. Wally Clare, Deputy Superintendent of Bankruptcy, has equal representation of trustees and officials of the Office of the Superintendent of Bankruptcy.

Messrs. Paul Goodman of Halifax, Réal Fafard of Montreal, Georges Lomas of Lethbridge and Larry Huizingh of Mississauga were the first four trustees proposed by the Canadian Insolvency Association to participate in the activities of the Committee. The choice proved to be an excellent one from all points of view. With the departure of Messrs. Lomas and Huizingh in early 1987, Messrs. Peter Lloyd of Victoria, Joel Lazer of Winnipeg and Irving Burton of Toronto joined the group.

## DEVELOPMENT AND CONSULTATION PROCESS

The process for developing Directives of the Superintendent of Bankruptcy normally involves various stages spread over a period of numerous months.

The subjects proposed for consideration are normally presented to the Joint Committee on Bankruptcy in the form of background papers outlining the nature of the problem and offering possible alternatives to resolve the situation.

The Joint Committee on Bankruptcy determines if the subject matter is to be considered and, in the affirmative, a sub-committee is formed to review the matter more fully and draft a proposed directive for the consideration of the J.C.B.

The sub-committees will generally include a Bankruptcy Administrator, one or two trustees and a representative of the Secretariat of the J.C.B. While members of the Committee have also been part of some sub-committees, we have frequently called upon other trustees because of

avaient des connaissances ou un intérêt particulier sur les sujets examinés.

Le projet de Directive élaboré par le sous-comité est soumis pour étude au C.C.F. qui, après mûres considérations, ratifie ou modifie le projet de Directive.

Le projet de Directive adopté par le C.C.F. sera par la suite envoyé au Conseil canadien d'insolvabilité, aux associations provinciales, aux syndicats, aux registraires et aux séquestres officiels pour fin de consultation, une période de 60 jours étant généralement accordée pour soumettre des commentaires.

A une réunion subséquente, le projet de Directive est à nouveau examiné, à la lumière des commentaires reçus, et les changements nécessaires sont apportés.

Un projet définitif de Directive est alors arrêté et recommandé au Surintendant des faillites. Avant d'être soumise au Surintendant des faillites, une copie de la Directive est transmise au Conseil canadien d'insolvabilité pour leur permettre de formuler des observations finales, au besoin, avant que le Surintendant approuve la Directive proposée.

En dernier ressort, il en revient au Surintendant des faillites d'accepter, de modifier ou de rejeter la Directive proposée. Le Surintendant n'a jamais eu à se prévaloir de cette prérogative, toutes les Directives soumises ayant reçu son assentiment.

## PROCESSUS DE RÉVISION

Une fois la Directive émise, le processus n'est pas terminé. Quelque six mois plus tard, la politique fait l'objet d'un nouvel examen pour déterminer si sa mise en application crée des problèmes et les syndicats sont alors invités à faire part de leurs commentaires à cet

their particular knowledge or interest in the matter under consideration.

The proposed Directive drafted by the sub-committee is submitted for review to the J.C.B. which after due consideration will ratify or modify the proposed Directive.

The proposed Directive adopted by the J.C.B. will then be sent to the Canadian Insolvency Association, provincial associations, trustees, Registrars and Official Receivers for consultation purpose, a period of 60 days generally being allowed for submitting comments.

At a subsequent meeting, the proposed Directive is again reviewed in light of the comments received and the necessary modifications are made.

A final proposed Directive is then adopted for recommendation to the Superintendent of Bankruptcy. Prior to submission of the Directive to the Superintendent of Bankruptcy, a copy is sent to the Canadian Insolvency Association to allow them the opportunity to formulate any final observations, if need be, before the Superintendent approves the proposed Directive.

The Superintendent of Bankruptcy has the final say in accepting, modifying or rejecting a proposed Directive. To date the Superintendent has not had to avail himself of his prerogative as all of the proposed Directives have received his approval.

## REVIEW PROCESS

Once a Directive has been issued, the process is still not complete. Some six months later, the Directive is the object of a new review to determine if its application is creating problems and trustees are invited to formulate their comments to this effect. The J.C.B.

effet. Le C.C.F. est saisi des commentaires et détermine si des correctifs doivent être apportés à la Directive.

#### **SOURCE DES SUJETS ÉTUDIÉS**

Bien que le Bureau du Surintendant des faillites ait identifié plusieurs sujets ayant fait l'objet de Directives, les membres du Comité ont également assuré une contribution dans ce sens. D'autres syndicats ont aussi soulevé des problèmes et proposé des solutions.

#### **PORTÉE DES COMMENTAIRES**

Les commentaires reçus ont une grande portée sur la Directive finale devant être émise. Dans plusieurs cas, des modifications essentielles ont été apportées en vue d'améliorer le projet de Directive.

A titre d'exemple, le projet de Directive portant sur le Programme d'accès à la faillite a été repris dans sa totalité suite aux commentaires reçus.

Les Directives se veulent des instruments pour améliorer l'administration du processus de la faillite et non pas entraver le travail du syndic. L'apport des syndicats dès la consultation initiale est impératif pour atteindre ce but.

#### **PORTÉE DES DIRECTIVES**

En plus d'avoir corrigé certaines actions et omissions de la part de syndicats et d'avoir amélioré la qualité de l'administration, des retombées sensibles et positives ont été notées au niveau des services que le Surintendant des faillites assure.

Dès la publication de la Directive portant sur les dividendes non réclamés et fonds non distribués, une grande amélioration a été notée quant à la qualité des remises; les montants sont actuellement moins élevés et les dividendes

considère ces commentaires et détermine si des modifications à la Directive sont requises.

#### **SOURCE OF SUBJECTS CONSIDERED**

While the Office of the Superintendent of Bankruptcy has identified numerous issues which were the subject of Directives, the members of the J.C.B. have also made a valuable contribution in this area. Other trustees have also raised issues and proposed solutions.

#### **IMPACT OF COMMENTS**

The comments received are all considered and have an important impact on the Directive to be issued. In numerous instances, necessary changes were made to improve the proposed Directive.

As an example, the proposed Directive pertaining to the Bankruptcy Assistance Program was started anew as a result of the comments received.

The Directives are instruments to improve the administration of the bankruptcy process and are not intended to obstruct the work of trustees. Trustee contribution at the initial consultation stage is imperative to reach this goal.

#### **IMPACT OF THE DIRECTIVES**

In addition to correcting abuses and shortcomings by trustees and improving the quality of the administration, noted positive benefits resulted with regard to the services that the Superintendent of Bankruptcy ensures.

Almost immediately after the issuance of the Directive pertaining to Unclaimed Dividends and Undistributed Assets, a noted improvement was seen in the quality of the remittances, the amounts being much less substantial and the dividends

payables à des créanciers généralement bien connus, telles les institutions financières (qui nous étaient transmises en très grand nombre), sont maintenant beaucoup moins nombreuses.

On a également noté une diminution appréciable des plaintes de débiteurs ne pouvant se prévaloir des services d'un syndic, depuis la mise en application du nouveau programme d'accès à la faillite.

Le C.C.F. a été partie à l'entente intervenue entre le Surintendant des faillites et Revenu Canada - Impôt relativement aux fiducies présumées, entente qui a assuré une administration ordonnée de la faillite, tout en assurant aux syndics les frais et honoraires auxquels ils ont droit.

Depuis sa création, jusqu'en juin 1987, quelque 20 Directives ont été émises par le Surintendant. Plusieurs autres sujets ont également fait l'objet d'étude par le C.C.F., mais sans suite.

#### **RÔLE DU SECRÉTARIAT**

Le Secrétariat du C.C.F. a comme responsabilité de préparer toute la documentation nécessaire à la bonne marche du Comité.

Le Secrétariat effectue la recherche, élabore les avant-projets, rédige les textes des projets de Directives, analyse les commentaires reçus et les communique au Comité.

Le Secrétariat répond aux demandes de renseignements et, au besoin, aux demandes d'interprétation des Directives qui lui sont soumises par les syndics, généralement par l'entremise des séquestres officiels ou directement au Surintendant des faillites.

#### **DISPONIBILITÉ DE LA DOCUMENTATION**

La distribution des projets de directives et des Directives ne se limite pas

payable to generally well known creditors such as financial institutions, (previously forwarded in large numbers), were appreciably reduced.

We have also noted an appreciable reduction in the number of complaints from debtors who could not avail themselves of the services of a trustee, since the introduction of the new Bankruptcy Assistance Program.

The J.C.B. was also a party to the agreement between the Superintendent of Bankruptcy and Revenue Canada - Taxation regarding deemed trusts, an agreement which ensured an orderly administration of the bankruptcy process in addition to safeguarding the trustee's fees for administering estates.

Since its inception to June 1987, some 20 Directives have been issued by the Superintendent. Various other issues were also examined by the J.C.B. but no formal communication resulted.

#### **ROLE OF THE SECRETARIAT**

The J.C.B. Secretariat's prime responsibility is to prepare all of the documentation necessary for the proper functioning of the Committee.

The Secretariat conducts the research prepares the background papers, drafts the texts of proposed Directives, analyses the comments received and makes them available to the Committee.

The Secretariat responds to requests for information or interpretation of Directives received from trustees, generally through Official Receivers, or directly to the Superintendent of Bankruptcy.

#### **AVAILABILITY OF DOCUMENTATION**

The distribution of proposed Directives and of Directives is not exclusi-

exclusivement aux syndics, registraires et séquestres officiels. Toute personne intéressée peut obtenir une copie de ces documents. De plus, les procès-verbaux des rencontres du C.C.F. font également partie du domaine public. Pour se faire inscrire sur la liste de distribution ou obtenir un document en particulier, il suffit de communiquer avec le Secrétaire du Comité conjoint sur la faillite, au Bureau du Surintendant des faillites, Ottawa/Hull, K1A 0C9.

vely limited to trustees, Registrars and Official Receivers. Copies of these documents are available to everyone. In addition, the minutes of the meetings of the J.C.B. are public documents. To obtain a particular document or to be included on the distribution list, you need only to contact the Secretary of the Joint Committee on Bankruptcy at the Office of the Superintendent of Bankruptcy, Ottawa/Hull, K1A 0C9.

## Statistiques

### FAILLITES

août 1987

## Statistics

### BANKRUPTCIES

August 1987

|                | Mois courant<br>—<br>Current month |                     |                | Cumul pour l'année<br>—<br>Yearly to date |                     |                |
|----------------|------------------------------------|---------------------|----------------|-------------------------------------------|---------------------|----------------|
|                | Consommateur<br>Consumer           | Affaire<br>Business | Total<br>Total | Consommateur<br>Consumer                  | Affaire<br>Business | Total<br>Total |
| T.-N./Nfld.    | 20                                 | 10                  | 30             | 177                                       | 42                  | 219            |
| N.-É./N.S.     | 71                                 | 12                  | 83             | 680                                       | 148                 | 828            |
| I.P.-É./P.E.I. | 4                                  | 0                   | 4              | 28                                        | 3                   | 31             |
| N.-B./N.B.     | 13                                 | 4                   | 17             | 154                                       | 46                  | 200            |
| Québec         | 598                                | 181                 | 779            | 5,015                                     | 1,733               | 6,748          |
| Ontario        | 648                                | 106                 | 754            | 5,461                                     | 1,171               | 6,632          |
| Manitoba       | 85                                 | 21                  | 106            | 714                                       | 196                 | 910            |
| Saskatchewan   | 52                                 | 32                  | 84             | 397                                       | 244                 | 641            |
| Alberta        | 222                                | 76                  | 298            | 1,751                                     | 672                 | 2,423          |
| C.-B./B.C.     | 229                                | 121                 | 350            | 1,903                                     | 920                 | 2,823          |
| T.N.-O./N.W.T. | 0                                  | 0                   | 0              | 8                                         | 5                   | 13             |
| Yukon          | 0                                  | 0                   | 0              | 7                                         | 2                   | 9              |
| Canada         | 1,942                              | 563                 | 2,505          | 16,295                                    | 5,182               | 21,477         |

## PROPOSITIONS

août 1987

## PROPOSALS

August 1987

|                | Mois courant<br>—<br>Current month | Cumul pour l'année<br>—<br>Yearly to date |
|----------------|------------------------------------|-------------------------------------------|
| T.-N./Nfld.    | 1                                  | 1                                         |
| N.-É./N.S.     | 2                                  | 5                                         |
| I.P.-É./P.E.I. | 0                                  | 1                                         |
| N.-B./N.B.     | 3                                  | 15                                        |
| Québec         | 6                                  | 100                                       |
| Ontario        | 26                                 | 230                                       |
| Manitoba       | 1                                  | 10                                        |
| Saskatchewan   | 0                                  | 3                                         |
| Alberta        | 1                                  | 17                                        |
| C.-B./B.C.     | 6                                  | 46                                        |
| T.N.-O./N.W.T. | 0                                  | 0                                         |
| Yukon          | 0                                  | 1                                         |
| Canada         | 46                                 | 429                                       |

FAILLITES COMMERCIALES SIGNALÉES AU COURS DU MOIS D'AOUT 1987, PAR PROVINCE, PAR GENRE  
D'INDUSTRIE AVEC PASSIFS ET DONNÉES CUMULATIVES

BUSINESS BANKRUPTCIES REPORTED IN THE MONTH OF AUGUST 1987, BY PROVINCE, BY TYPE OF  
INDUSTRY WITH LIABILITIES AND CUMULATIVE FIGURES

|                                                                                                              | Mois Courant<br>—<br>Current month |                               | Cumul pour l'année<br>—<br>Yearly to date |                               |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------|-------------------------------|-------------------------------------------|-------------------------------|
|                                                                                                              | Nombre<br>Number                   | Passif*<br>Liabilities*<br>\$ | Nombre<br>Number                          | Passif*<br>Liabilities*<br>\$ |
| TERRE-NEUVE/NEWFOUNDLAND                                                                                     |                                    |                               |                                           |                               |
| Industries primaires<br>Primary Industries.....                                                              | 5                                  | 0                             | 9                                         | 1                             |
| Industries Manufacturières<br>Manufacturing Industries.....                                                  | 1                                  | 141,598                       | 3                                         | 180,581                       |
| Industries de la construction<br>Construction Industries.....                                                | 0                                  | 0                             | 6                                         | 3,943,555                     |
| Transport, communication, et autres services publics<br>Transportation, Communication & Other Utilities..... | 0                                  | 0                             | 1                                         | 14,276                        |
| Commerce (de gros et de détail)<br>Trade (Wholesale & Retail).....                                           | 2                                  | 222,132                       | 11                                        | 1,087,600                     |
| Finance, assurance et immeuble<br>Finance, Insurance and Real Estate.....                                    | 0                                  | 0                             | 3                                         | 89,051                        |
| Services.....                                                                                                | 2                                  | 41,418                        | 9                                         | 547,494                       |
| Total.....                                                                                                   | 10                                 | 405,148                       | 42                                        | 5,862,558                     |
| NOUVELLE-ÉCOSSE/NOVA SCOTIA                                                                                  |                                    |                               |                                           |                               |
| Industries primaires<br>Primary Industries.....                                                              | 0                                  | 0                             | 12                                        | 1,067,722                     |
| Industries Manufacturières<br>Manufacturing Industries.....                                                  | 0                                  | 0                             | 6                                         | 1,335,956                     |
| Industries de la construction<br>Construction Industries.....                                                | 4                                  | 301,060                       | 34                                        | 2,296,334                     |
| Transport, communication, et autres services publics<br>Transportation, Communication & Other Utilities..... | 0                                  | 0                             | 8                                         | 311,979                       |
| Commerce (de gros et de détail)<br>Trade (Wholesale & Retail).....                                           | 5                                  | 289,046                       | 35                                        | 9,378,184                     |
| Finance, assurance et immeuble<br>Finance, Insurance and Real Estate.....                                    | 0                                  | 0                             | 3                                         | 142,320                       |
| Services.....                                                                                                | 3                                  | 242,401                       | 50                                        | 8,415,201                     |
| Total.....                                                                                                   | 12                                 | 832,507                       | 148                                       | 22,947,696                    |
| ILE DU PRINCE-ÉDOUARD/PRINCE EDWARD ISLAND                                                                   |                                    |                               |                                           |                               |
| Industries primaires<br>Primary Industries.....                                                              | 0                                  | 0                             | 1                                         | 115,493                       |
| Industries Manufacturières<br>Manufacturing Industries.....                                                  | 0                                  | 0                             | 0                                         | 0                             |
| Industries de la construction<br>Construction Industries.....                                                | 0                                  | 0                             | 0                                         | 0                             |
| Transport, communication, et autres services publics<br>Transportation, Communication & Other Utilities..... | 0                                  | 0                             | 0                                         | 0                             |
| Commerce (de gros et de détail)<br>Trade (Wholesale & Retail).....                                           | 0                                  | 0                             | 1                                         | 45,750                        |
| Finance, assurance et immeuble<br>Finance, Insurance and Real Estate.....                                    | 0                                  | 0                             | 0                                         | 0                             |
| Services.....                                                                                                | 0                                  | 0                             | 1                                         | 24,220                        |
| Total.....                                                                                                   | 0                                  | 0                             | 3                                         | 185,463                       |

\*Tel que déclaré par les débiteurs

\*As declared by Debtors

|                                                                                                               | Mois Courant<br>Current Month |                               | Cumul pour l'année<br>Yearly to Date |                               |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------|-------------------------------|--------------------------------------|-------------------------------|
|                                                                                                               | Nombre<br>Number              | Passif*<br>Liabilities*<br>\$ | Nombre<br>Number                     | Passif*<br>Liabilities*<br>\$ |
| NOUVEAU-BRUNSWICK/NEW BRUNSWICK                                                                               |                               |                               |                                      |                               |
| Industries primaires<br>Primary Industries .....                                                              | 2                             | 119,055                       | 4                                    | 346,933                       |
| Industries Manufacturières<br>Manufacturing Industries .....                                                  | 0                             | 0                             | 3                                    | 304,369                       |
| Industries de la construction<br>Construction Industries .....                                                | 1                             | 70,703                        | 5                                    | 1,072,957                     |
| Transport, communication, et autres services publics<br>Transportation, Communication & Other Utilities ..... | 0                             | 0                             | 5                                    | 339,638                       |
| Commerce (de gros et de détail)<br>Trade (Wholesale & Retail) .....                                           | 1                             | 41,270                        | 16                                   | 1,402,416                     |
| Finance, assurance et immeuble<br>Finance, Insurance and Real Estate .....                                    | 0                             | 0                             | 1                                    | 23,500                        |
| Services .....                                                                                                | 0                             | 0                             | 12                                   | 885,262                       |
| Total .....                                                                                                   | 4                             | 231,028                       | 46                                   | 4,375,075                     |
| QUÉBEC                                                                                                        |                               |                               |                                      |                               |
| Industries primaires<br>Primary Industries .....                                                              | 8                             | 1,122,318                     | 90                                   | 13,865,961                    |
| Industries Manufacturières<br>Manufacturing Industries .....                                                  | 16                            | 2,033,688                     | 137                                  | 33,551,757                    |
| Industries de la construction<br>Construction Industries .....                                                | 22                            | 3,348,226                     | 210                                  | 32,097,355                    |
| Transport, communication, et autres services publics<br>Transportation, Communication & Other Utilities ..... | 10                            | 1,156,699                     | 88                                   | 14,500,491                    |
| Commerce (de gros et de détail)<br>Trade (Wholesale & Retail) .....                                           | 78                            | 8,793,445                     | 641                                  | 86,417,485                    |
| Finance, assurance et immeuble<br>Finance, Insurance and Real Estate .....                                    | 3                             | 274,865                       | 29                                   | 46,308,017                    |
| Services .....                                                                                                | 44                            | 4,208,596                     | 538                                  | 69,821,843                    |
| Total .....                                                                                                   | 181                           | 20,937,837                    | 1,733                                | 296,562,909                   |
| ONTARIO                                                                                                       |                               |                               |                                      |                               |
| Industries primaires<br>Primary Industries .....                                                              | 5                             | 975,039                       | 62                                   | 14,470,970                    |
| Industries Manufacturières<br>Manufacturing Industries .....                                                  | 9                             | 3,160,649                     | 116                                  | 45,839,290                    |
| Industries de la construction<br>Construction Industries .....                                                | 23                            | 9,938,469                     | 213                                  | 36,663,042                    |
| Transport, communication, et autres services publics<br>Transportation, Communication & Other Utilities ..... | 7                             | 584,351                       | 57                                   | 5,590,940                     |
| Commerce (de gros et de détail)<br>Trade (Wholesale & Retail) .....                                           | 32                            | 4,490,854                     | 348                                  | 54,658,472                    |
| Finance, assurance et immeuble<br>Finance, Insurance and Real Estate .....                                    | 3                             | 3,224,199                     | 35                                   | 41,416,741                    |
| Services .....                                                                                                | 27                            | 2,555,726                     | 340                                  | 50,505,232                    |
| Total .....                                                                                                   | 106                           | 24,929,287                    | 1,171                                | 249,144,687                   |

\*Tel que déclaré par les débiteurs

\*As declared by Debtors

|                                                                                                               | Mois Courant<br>Current Month |                               | Cumul pour l'année<br>Yearly to Date |                               |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------|-------------------------------|--------------------------------------|-------------------------------|
|                                                                                                               | Nombre<br>Number              | Passif*<br>Liabilities*<br>\$ | Nombre<br>Number                     | Passif*<br>Liabilities*<br>\$ |
| <b>MANITOBA</b>                                                                                               |                               |                               |                                      |                               |
| Industries primaires<br>Primary Industries .....                                                              | 5                             | 697,181                       | 37                                   | 5,782,257                     |
| Industries Manufacturières<br>Manufacturing Industries .....                                                  | 0                             | 0                             | 11                                   | 1,886,605                     |
| Industries de la construction<br>Construction Industries .....                                                | 2                             | 220,487                       | 29                                   | 2,598,235                     |
| Transport, communication, et autres services publics<br>Transportation, Communication & Other Utilities ..... | 4                             | 271,182                       | 19                                   | 1,416,315                     |
| Commerce (de gros et de détail)<br>Trade (Wholesale & Retail) .....                                           | 2                             | 93,722                        | 50                                   | 4,686,749                     |
| Finance, assurance et immeuble<br>Finance, Insurance and Real Estate .....                                    | 0                             | 0                             | 5                                    | 436,252                       |
| Services .....                                                                                                | 8                             | 917,424                       | 45                                   | 5,071,319                     |
| Total .....                                                                                                   | 21                            | 2,199,996                     | 196                                  | 21,877,732                    |
| <b>SASKATCHEWAN</b>                                                                                           |                               |                               |                                      |                               |
| Industries primaires<br>Primary Industries .....                                                              | 15                            | 2,022,736                     | 62                                   | 10,706,504                    |
| Industries Manufacturières<br>Manufacturing Industries .....                                                  | 1                             | 81,900                        | 13                                   | 2,055,242                     |
| Industries de la construction<br>Construction Industries .....                                                | 4                             | 340,885                       | 32                                   | 3,225,841                     |
| Transport, communication, et autres services publics<br>Transportation, Communication & Other Utilities ..... | 2                             | 131,498                       | 21                                   | 2,434,959                     |
| Commerce (de gros et de détail)<br>Trade (Wholesale & Retail) .....                                           | 6                             | 720,503                       | 68                                   | 12,053,902                    |
| Finance, assurance et immeuble<br>Finance, Insurance and Real Estate .....                                    | 0                             | 0                             | 10                                   | 2,713,484                     |
| Services .....                                                                                                | 4                             | 335,851                       | 38                                   | 5,082,749                     |
| Total .....                                                                                                   | 32                            | 3,633,373                     | 244                                  | 38,272,681                    |
| <b>ALBERTA</b>                                                                                                |                               |                               |                                      |                               |
| Industries primaires<br>Primary Industries .....                                                              | 7                             | 2,052,313                     | 79                                   | 37,563,943                    |
| Industries Manufacturières<br>Manufacturing Industries .....                                                  | 6                             | 730,686                       | 40                                   | 11,369,401                    |
| Industries de la construction<br>Construction Industries .....                                                | 13                            | 1,957,791                     | 115                                  | 30,281,923                    |
| Transport, communication, et autres services publics<br>Transportation, Communication & Other Utilities ..... | 5                             | 290,748                       | 64                                   | 7,537,414                     |
| Commerce (de gros et de détail)<br>Trade (Wholesale & Retail) .....                                           | 17                            | 2,271,784                     | 145                                  | 26,904,553                    |
| Finance, assurance et immeuble<br>Finance, Insurance and Real Estate .....                                    | 8                             | 102,693,495                   | 43                                   | 144,370,234                   |
| Services .....                                                                                                | 20                            | 6,978,436                     | 186                                  | 47,490,774                    |
| Total .....                                                                                                   | 76                            | 116,975,253                   | 672                                  | 305,518,242                   |

\*Tel que déclaré par les débiteurs

\*As declared by Debtors

|                                                                                                              | Mois Courant<br>Current Month |                               | Cumul pour l'année<br>Yearly to Date |                               |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------|-------------------------------|--------------------------------------|-------------------------------|
|                                                                                                              | Nombre<br>Number              | Passif*<br>Liabilities*<br>\$ | Nombre<br>Number                     | Passif*<br>Liabilities*<br>\$ |
| COLOMBIE-BRITANNIQUE/BRITISH COLUMBIA                                                                        |                               |                               |                                      |                               |
| Industries primaires<br>Primary Industries.....                                                              | 7                             | 1,355,840                     | 76                                   | 12,693,898                    |
| Industries Manufacturières<br>Manufacturing Industries.....                                                  | 17                            | 5,421,055                     | 84                                   | 33,548,584                    |
| Industries de la construction<br>Construction Industries.....                                                | 17                            | 2,164,527                     | 139                                  | 26,953,853                    |
| Transport, communication, et autres services publics<br>Transportation, Communication & Other Utilities..... | 8                             | 403,674                       | 77                                   | 9,418,926                     |
| Commerce (de gros et de détail)<br>Trade (Wholesale & Retail).....                                           | 28                            | 2,395,191                     | 207                                  | 70,053,694                    |
| Finance, assurance et immeuble<br>Finance, Insurance and Real Estate.....                                    | 8                             | 2,136,051                     | 71                                   | 44,017,116                    |
| Services.....                                                                                                | 36                            | 18,937,124                    | 266                                  | 66,569,437                    |
| Total.....                                                                                                   | 121                           | 32,813,462                    | 920                                  | 263,255,508                   |
| TERRITOIRES DU NORD-OUEST & YUKON/NORTHWEST TERRITORIES & YUKON                                              |                               |                               |                                      |                               |
| Industries primaires<br>Primary Industries.....                                                              | 0                             | 0                             | 2                                    | 0                             |
| Industries Manufacturières<br>Manufacturing Industries.....                                                  | 0                             | 0                             | 0                                    | 0                             |
| Industries de la construction<br>Construction Industries.....                                                | 0                             | 0                             | 2                                    | 162,944                       |
| Transport, communication, et autres services publics<br>Transportation, Communication & Other Utilities..... | 0                             | 0                             | 0                                    | 0                             |
| Commerce (de gros et de détail)<br>Trade (Wholesale & Retail).....                                           | 0                             | 0                             | 1                                    | 62,997                        |
| Finance, assurance et immeuble<br>Finance, Insurance and Real Estate.....                                    | 0                             | 0                             | 0                                    | 0                             |
| Services.....                                                                                                | 0                             | 0                             | 2                                    | 2,594,265                     |
| Total.....                                                                                                   | 0                             | 0                             | 7                                    | 2,820,206                     |
| CANADA                                                                                                       |                               |                               |                                      |                               |
| Industries primaires<br>Primary Industries.....                                                              | 54                            | 8,344,482                     | 434                                  | 96,613,682                    |
| Industries Manufacturières<br>Manufacturing Industries.....                                                  | 50                            | 11,569,576                    | 413                                  | 130,071,785                   |
| Industries de la construction<br>Construction Industries.....                                                | 86                            | 18,342,148                    | 785                                  | 139,296,039                   |
| Transport, communication, et autres services publics<br>Transportation, Communication & Other Utilities..... | 36                            | 2,838,152                     | 340                                  | 41,564,938                    |
| Commerce (de gros et de détail)<br>Trade (Wholesale & Retail).....                                           | 171                           | 19,317,947                    | 1,523                                | 266,751,802                   |
| Finance, assurance et immeuble<br>Finance, Insurance and Real Estate.....                                    | 22                            | 108,328,610                   | 200                                  | 279,516,715                   |
| Services.....                                                                                                | 144                           | 34,216,976                    | 1,487                                | 257,007,796                   |
| Total.....                                                                                                   | 563                           | 202,957,891                   | 5,182                                | 1,210,822,757                 |

\*Tel que déclaré par les débiteurs

\*As declared by Debtors

**FAILLITES  
ET PROPOSITIONS  
SIGNALÉES EN AOÛT 1987  
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

**BANKRUPTCIES  
AND PROPOSALS  
REPORTED IN AUGUST 1987  
BY MAJOR URBAN CENTERS**

|                           | Consommateur<br>Consumer | Affaire<br>Business | Propositions<br>Proposals | Total<br>Total | Actif<br>Assets | Passif<br>Liabilities |
|---------------------------|--------------------------|---------------------|---------------------------|----------------|-----------------|-----------------------|
| <b>T.-N./NFLD.</b>        |                          |                     |                           |                |                 |                       |
| ST-JOHN'S                 | 7                        | 3                   | 1                         | 11             | 7,450           | 399,755               |
| AUTRES/OTHERS             | 13                       | 7                   | 0                         | 20             | 165,614         | 287,300               |
| TOTAL                     | 20                       | 10                  | 1                         | 31             | 173,064         | 687,055               |
| <b>N.-É./N.S.</b>         |                          |                     |                           |                |                 |                       |
| HALIFAX                   | 23                       | 6                   | 0                         | 29             | 232,670         | 780,097               |
| SYDNEY                    | 9                        | 0                   | 0                         | 9              | 15,350          | 109,592               |
| SYDNEY MINES              | 0                        | 0                   | 0                         | 0              | 0               | 0                     |
| AUTRES/OTHERS             | 39                       | 6                   | 2                         | 47             | 568,845         | 1,018,245             |
| TOTAL                     | 71                       | 12                  | 2                         | 85             | 816,865         | 1,907,934             |
| <b>I.P.-É./P.E.I.</b>     |                          |                     |                           |                |                 |                       |
| CHARLOTTETOWN             | 2                        | 0                   | 0                         | 2              | 3,100           | 30,296                |
| AUTRES/OTHERS             | 2                        | 0                   | 0                         | 2              | 18,100          | 42,688                |
| TOTAL                     | 4                        | 0                   | 0                         | 4              | 21,200          | 72,984                |
| <b>N.-B./N.B.</b>         |                          |                     |                           |                |                 |                       |
| FREDERICTON               | 0                        | 1                   | 0                         | 1              | 47,750          | 70,703                |
| MONCTON                   | 3                        | 0                   | 1                         | 4              | 6,250           | 96,619                |
| SAINT-JOHN                | 2                        | 0                   | 0                         | 2              | 500             | 19,435                |
| AUTRES/OTHERS             | 8                        | 3                   | 2                         | 13             | 90,625          | 615,859               |
| TOTAL                     | 13                       | 4                   | 3                         | 20             | 145,125         | 802,616               |
| <b>QUÉBEC</b>             |                          |                     |                           |                |                 |                       |
| BAIE-COMEAU               | 0                        | 1                   | 0                         | 1              | 1,200           | 12,798                |
| CHICOUTIMI-JONQUIÈRE      | 5                        | 2                   | 0                         | 7              | 55,500          | 962,290               |
| DRUMMONDVILLE             | 2                        | 1                   | 0                         | 3              | 900             | 52,400                |
| GRANBY                    | 8                        | 4                   | 0                         | 12             | 3,650           | 163,744               |
| HULL/GATINEAU/AYLMER      | 44                       | 4                   | 0                         | 48             | 255,086         | 813,792               |
| MONTRÉAL                  | 300                      | 70                  | 5                         | 375            | 4,147,365       | 16,327,602            |
| QUÉBEC                    | 40                       | 16                  | 0                         | 56             | 832,769         | 2,107,771             |
| RIMOUSKI                  | 5                        | 1                   | 0                         | 6              | 115,300         | 253,739               |
| ROUYN                     | 4                        | 0                   | 0                         | 4              | 3,000           | 34,171                |
| SALLABERRY DE VALLEYFIELD | 1                        | 1                   | 0                         | 2              | 3,850           | 33,706                |
| SHAWINIGAN                | 4                        | 0                   | 0                         | 4              | 29,056          | 90,832                |
| SHERBROOKE                | 12                       | 2                   | 0                         | 14             | 86,295          | 352,148               |
| SOREL                     | 2                        | 1                   | 0                         | 3              | 3,100           | 191,374               |
| ST-HYACINTHE              | 2                        | 3                   | 0                         | 5              | 101,963         | 693,397               |
| ST-JEAN-SUR-RICHELIEU     | 4                        | 1                   | 0                         | 5              | 23,150          | 89,883                |
| ST-JERÔME                 | 6                        | 2                   | 0                         | 8              | 28,504          | 130,836               |
| THETFORD MINES            | 0                        | 0                   | 0                         | 0              | 0               | 0                     |
| TROIS-RIVIÈRES            | 4                        | 3                   | 0                         | 7              | 26,846          | 182,915               |
| VICTORIAVILLE             | 1                        | 0                   | 0                         | 1              | 200             | 15,000                |
| AUTRES/OTHERS             | 154                      | 69                  | 1                         | 224            | 4,474,399       | 11,713,018            |
| TOTAL                     | 598                      | 181                 | 6                         | 785            | 10,192,133      | 34,221,416            |

**FAILLITES  
ET PROPOSITIONS  
SIGNALÉES EN AOÛT 1987  
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

**BANKRUPTCIES  
AND PROPOSALS  
REPORTED IN AUGUST 1987  
BY MAJOR URBAN CENTERS**

|                       | Consommateur<br>Consumer | Affaire<br>Business | Propositions<br>Proposals | Total<br>Total | Actif<br>Assets | Passif<br>Liabilities |
|-----------------------|--------------------------|---------------------|---------------------------|----------------|-----------------|-----------------------|
| <b>ONTARIO</b>        |                          |                     |                           |                |                 |                       |
| BARRIE                | 6                        | 0                   | 0                         | 6              | 18,684          | 78,075                |
| BELLEVILLE            | 3                        | 0                   | 0                         | 3              | 1,351           | 107,372               |
| BRANTFORD             | 5                        | 0                   | 0                         | 5              | 4,304           | 83,014                |
| BROCKVILLE            | 10                       | 0                   | 0                         | 10             | 27,270          | 105,243               |
| CHATHAM               | 2                        | 0                   | 0                         | 2              | 5,250           | 15,333                |
| CORNWALL              | 7                        | 2                   | 0                         | 9              | 16,125          | 160,094               |
| GUELPH                | 4                        | 1                   | 0                         | 5              | 912,636         | 1,200,637             |
| HAMILTON              | 56                       | 12                  | 2                         | 70             | 460,800         | 2,037,574             |
| KINGSTON              | 13                       | 1                   | 0                         | 14             | 25,755          | 452,551               |
| KITCHENER             | 2                        | 1                   | 0                         | 3              | 43,232          | 191,552               |
| LONDON                | 20                       | 1                   | 0                         | 21             | 224,107         | 680,951               |
| MIDLAND               | 0                        | 0                   | 0                         | 0              | 0               | 0                     |
| NORTH BAY             | 14                       | 1                   | 0                         | 15             | 19,578          | 523,294               |
| ORILLIA               | 2                        | 1                   | 0                         | 3              | 1,000           | 232,493               |
| OSHAWA                | 13                       | 0                   | 0                         | 13             | 36,650          | 158,577               |
| OTTAWA                | 83                       | 8                   | 4                         | 95             | 1,208,837       | 2,748,772             |
| OWEN SOUND            | 3                        | 0                   | 0                         | 3              | 1,100           | 18,268                |
| PETERBOROUGH          | 3                        | 0                   | 0                         | 3              | 21,500          | 54,128                |
| SARNIA                | 9                        | 0                   | 1                         | 10             | 151,985         | 252,259               |
| SAULT-STE-MARIE       | 2                        | 1                   | 0                         | 3              | 2,700           | 89,897                |
| ST-CATHARINES/NIAGARA | 44                       | 2                   | 1                         | 47             | 210,809         | 751,278               |
| STRATFORD             | 1                        | 0                   | 0                         | 1              | 600             | 13,052                |
| SUDBURY               | 8                        | 2                   | 0                         | 10             | 41,700          | 264,147               |
| THUNDER BAY           | 6                        | 2                   | 0                         | 8              | 143,014         | 264,009               |
| TORONTO               | 193                      | 33                  | 13                        | 239            | 9,008,452       | 21,862,528            |
| TRENTON               | 2                        | 1                   | 0                         | 3              | 52,325          | 90,322                |
| WINDSOR               | 16                       | 3                   | 3                         | 22             | 245,739         | 653,033               |
| AUTRES/OTHERS         | 121                      | 34                  | 2                         | 157            | 1,913,527       | 6,451,546             |
| TOTAL                 | 648                      | 106                 | 26                        | 780            | 14,799,030      | 39,539,999            |
| <b>MANITOBA</b>       |                          |                     |                           |                |                 |                       |
| WINNIPEG              | 48                       | 10                  | 1                         | 59             | 437,491         | 1,730,113             |
| AUTRES/OTHERS         | 37                       | 11                  | 0                         | 48             | 670,044         | 2,255,533             |
| TOTAL                 | 85                       | 21                  | 1                         | 107            | 1,107,535       | 3,985,646             |
| <b>SASKATCHEWAN</b>   |                          |                     |                           |                |                 |                       |
| MOOSE JAW             | 6                        | 1                   | 0                         | 7              | 156,965         | 656,391               |
| PRINCE ALBERT         | 3                        | 1                   | 0                         | 4              | 72,430          | 252,312               |
| REGINA                | 14                       | 9                   | 0                         | 23             | 578,407         | 1,270,684             |
| SASKATOON             | 12                       | 0                   | 0                         | 12             | 521,199         | 1,090,934             |
| AUTRES/OTHERS         | 17                       | 21                  | 0                         | 38             | 1,192,568       | 2,798,280             |
| TOTAL                 | 52                       | 32                  | 0                         | 84             | 2,521,569       | 6,068,601             |

**FAILLITES  
ET PROPOSITIONS  
SIGNALÉES EN AOÛT 1987  
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

**BANKRUPTCIES  
AND PROPOSALS  
REPORTED IN AUGUST 1987  
BY MAJOR URBAN CENTERS**

|                       | Consommateur<br>Consumer | Affaire<br>Business | Propositions<br>Proposals | Total<br>Total | Actif<br>Assets | Passif<br>Liabilities |
|-----------------------|--------------------------|---------------------|---------------------------|----------------|-----------------|-----------------------|
| <b>ALBERTA</b>        |                          |                     |                           |                |                 |                       |
| CALGARY               | 73                       | 19                  | 0                         | 92             | 1,542,984       | 8,494,399             |
| EDMONTON              | 73                       | 22                  | 0                         | 95             | 87,369,865      | 103,704,732           |
| MEDICINE HAT          | 4                        | 2                   | 0                         | 6              | 147,062         | 545,777               |
| AUTRES/OTHERS         | 72                       | 33                  | 1                         | 106            | 2,845,548       | 10,022,531            |
| TOTAL                 | 222                      | 76                  | 1                         | 299            | 91,905,459      | 122,767,439           |
| <b>C.-B./C.B.</b>     |                          |                     |                           |                |                 |                       |
| CHILLIWACK            | 2                        | 1                   | 0                         | 3              | 121,550         | 132,694               |
| COURTENAY             | 0                        | 2                   | 0                         | 2              | 4,500           | 271,866               |
| KAMLOOPS              | 8                        | 8                   | 1                         | 17             | 397,984         | 2,152,117             |
| KELOWNA               | 5                        | 3                   | 0                         | 8              | 173,215         | 406,650               |
| NANAIMO               | 4                        | 3                   | 0                         | 7              | 148,962         | 433,946               |
| PRINCE-GEORGE         | 12                       | 5                   | 0                         | 17             | 364,855         | 826,733               |
| TERRACE               | 3                        | 1                   | 0                         | 4              | 100,450         | 183,790               |
| VANCOUVER             | 96                       | 48                  | 5                         | 149            | 2,210,881       | 13,310,702            |
| VERNON                | 2                        | 1                   | 0                         | 3              | 10,000          | 68,452                |
| VICTORIA              | 28                       | 10                  | 0                         | 38             | 295,742         | 15,344,518            |
| AUTRES/OTHERS         | 69                       | 39                  | 0                         | 108            | 2,374,867       | 7,398,635             |
| TOTAL                 | 229                      | 121                 | 6                         | 356            | 6,203,006       | 40,530,103            |
| <b>T.N.-O./N.W.T.</b> |                          |                     |                           |                |                 |                       |
| TOTAL                 | 0                        | 0                   | 0                         | 0              | 0               | 0                     |
| <b>YUKON</b>          |                          |                     |                           |                |                 |                       |
| TOTAL                 | 0                        | 0                   | 0                         | 0              | 0               | 0                     |
| <b>CANADA</b>         |                          |                     |                           |                |                 |                       |
| TOTAL                 | 1,942                    | 563                 | 46                        | 2,551          | 127,884,986     | 250,583,793           |

PAIEMENT MÉTHODIQUE DES DETTES (Partie X, Loi sur la faillite)  
ORDERLY PAYMENT OF DEBTS (Part X, Bankruptcy Act)

| Rapport du mois de juillet 1987                                                                        |  | Provinces participantes |           |              |           |                 |                       |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|-------------------------|-----------|--------------|-----------|-----------------|-----------------------|
| Report for the month of July 1987                                                                      |  | Participating Provinces |           |              |           |                 |                       |
|                                                                                                        |  | Colombie-Britannique    | Alberta   | Saskatchewan | Manitoba  | Nouvelle-Écosse | Ile du Prince-Édouard |
|                                                                                                        |  | British Columbia        | Alberta   | Saskatchewan | Manitoba  | Nova Scotia     | Prince Edward Island  |
|                                                                                                        |  |                         |           |              |           |                 | Total                 |
| Nombre total des ordonnances de fusion émises par la cour durant le mois .....                         |  | 77                      | 6         | 12           | 4         | 41              | 1                     |
| Total number of Consolidation Orders made by the Court during the month .....                          |  |                         |           |              |           |                 | 141                   |
| Montant versé à la cour durant le mois relativement à toutes les ordonnances de fusion .....           |  | 231,797.49              | 89,898.88 | 55,578.12    | 17,013.80 | 129,913.88      | 5,404.00              |
| Total amount paid into court on all consolidation orders during the month .....                        |  |                         |           |              |           |                 | 529,606.17            |
| Montant distribué durant le mois aux créanciers inscrits sous les ordonnances de fusion .....          |  | 592,760.33              | 0         | 23,758.94    | 22,239.55 | 125,580.54      | 199.00                |
| Total amount distributed to registered creditors under all consolidation orders during the month ..... |  |                         |           |              |           |                 | 764,538.36            |
| Nombre total de cas complétés ou annulés durant le mois .....                                          |  | 16                      | 14        | 5            | 5         | 23              | 2                     |
| Total number of terminations and defaults during the month .....                                       |  |                         |           |              |           |                 | 65                    |

**Adresse des bureaux du Surintendant des faillites  
Address of Offices of the Superintendent of Bankruptcy**

**Consommation et Corporations Canada - Faillites  
Consumer and Corporate Affairs Canada - Bankruptcy**

---

1400-800 Burrard St.  
**Vancouver, B.C.**  
V6Z 2H8  
Tel: 604/666-5007

260 St. Mary Ave.  
Room 203  
**Winnipeg, Manitoba**  
R3C 0M6  
Tel: 204/983-3229

25 St. Clair Avenue East  
7th Floor  
**Toronto, Ontario**  
M4T 1M2  
Tel: 416/973-6486

2919-5th Avenue N.E.  
**Calgary, Alberta**  
T2A 6T8  
Tel: 403/292-5607

10 John Street South  
6th Floor, Room 657  
**Hamilton, Ontario**  
L8N 4A7  
Tel: 416/572-2847

Complexe Guy Favreau  
200, boul. Dorchester ouest  
Suite 510, Tour Est  
**Montréal, Québec**  
H2Z 1X4  
Tél: 514/283-6192

10225-100th Avenue  
**Edmonton, Alberta**  
T5J 0A1  
Tel: 403/420-2476

The Federal Building  
451 Talbot Street, Room 302  
**London, Ontario**  
N6A 5C9  
Tel: 519/679-4034

410, boul. Charest est  
4ième étage  
**Québec, Québec**  
G1K 8G3  
Tél: 418/648-4280

2212 Scarth Street  
**Regina, Sask.**  
S4P 2J6  
Tel: 306/780-5391

255 Argyle Avenue  
Ground Floor  
**Ottawa, Ontario**  
K2P 1B8  
Tel: 613/995-2994

1335 King ouest  
Bureau 402  
**Sherbrooke, Québec**  
J1J 2B8  
Tél: 819/565-4724

105-21st Street East  
**Saskatoon, Sask.**  
S7K 0B3  
Tel: 306/975-4298

127 Cedar Street  
Suite 702, 7th Floor  
**Sudbury, Ontario**  
P3E 1B1  
Tel: 705/675-0636

1489 Hollis Street  
Suite 1500  
**Halifax, Nova Scotia**  
B3J 3M5  
Tel: 902/426-2900

En cas de changement d'adresse, s.v.p. aviser  
notre bureau le plus tôt possible en complétant  
et retournant le formulaire ci-dessous à l'adresse  
suivante:

If change of address, please advise our office as  
soon as possible by filling in and returning the  
completed form hereunder to the following  
address:

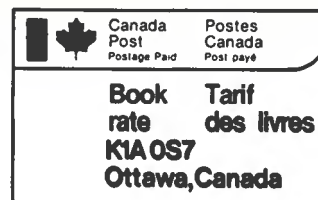
Bulletin sur l'Insolvabilité  
Consommation et Corporations - Canada  
Direction des faillites  
Place du Portage, Phase 1  
50, rue Victoria  
18ième étage  
Hull (Québec)  
K1A 0C9

Insolvency Bulletin  
Consumer and Corporate Affairs - Canada  
Bankruptcy Branch  
Place du Portage, Phase 1  
50 Victoria Street  
18th Floor  
Hull, Quebec  
K1A 0C9

|                                                                                  |      |                                                      |        |                                                                       |  |
|----------------------------------------------------------------------------------|------|------------------------------------------------------|--------|-----------------------------------------------------------------------|--|
| Indiquer les lettres et les chiffres qui figurent sur l'étiquette-adresse        |      | Quote all letters and numbers shown on address label |        | Code d'abonnement    Subscription Code                                |  |
| <b>Avis à l'éditeur d'un changement d'adresse</b>                                |      |                                                      |        | <b>Change of Address Notice to Publisher</b>                          |  |
| Nom                                                                              |      | Name                                                 |        |                                                                       |  |
| Case postale, no de R.R. ou d'app., no et rue                                    |      |                                                      |        | P.O. Box, R.R. or Apt. No., No. and Street                            |  |
| Ville                                                                            | City | Province                                             | Canada | Postal CODE postal                                                    |  |
| Le destinataire est déménagé à:<br>Case postale, no de R.R. ou d'app., no et rue |      |                                                      |        | The Addressee has Moved to:<br>P.O. Box, R.R. or Apt. No., and Street |  |
| Ville                                                                            | City | Province                                             |        | Postal CODE postal                                                    |  |



R 460 D 075971-8  
DEPT C.&C.A., E.A. HARRINGTON  
LIBRARY, PL. DU PORTAGE, PH. 1,  
12TH FL., 1 VICTORIA ST  
HULL PQ K1A 0C9



*If undelivered, return COVER ONLY to:*  
Canadian Government Printing Office,  
Supply and Services Canada,  
45 Sacré-Coeur Boulevard,  
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7

*En cas de non-livraison,*  
*retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:*  
Imprimerie du gouvernement canadien,  
Approvisionnement et Services Canada,  
45, boulevard Sacré-Coeur,  
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7



Consumer and  
Corporate Affairs  
Canada

Consommation  
et Corporations  
Canada

